

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 02/11/2022

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 03/10/2022**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOILTECH (ex.Yeramex)

56 route de Les Poulières
88600 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES

Références : S-22-1091RP

Code AIOT : 0006202118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2022 dans l'établissement TOILTECH (ex.Yeramex) implanté 56 route de Les Poulières 88600 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOILTECH (ex.Yeramex)
- 56 route de Les Poulières 88600 LA CHAPELLE DEVANT BRUYERES
- Code AIOT : 0006202118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site visité est spécialisé dans l'extrusion et l'agrainage PVC. Il travaille pour la maroquinerie de luxe et l'industrie automobile.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Température d'incinération	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Contrôle externe	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Raccordement des points d'émissions	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 2	/	Sans objet
3	Valeurs limites en sorte de l'incinérateur	Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant conduit une démarche de réduction des émissions de COV, notamment diffus. En parallèle, divers projets existent (ou ont déjà abouti) qui visent à la réduction de l'usage des COV (substitués par des produits aqueux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants et de plastifiants de l'installation ainsi qu'une estimation annuelle des rejets diffus de C.O.V. (en flux et pourcentage).</p> <p>Il transmet annuellement à l'inspection des installations classées ce plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats : Chaque année, l'exploitant transmet, à l'appui de sa déclaration GEREPE, un document qui présente les quantités de solvants acquises et recyclées en regard des solvants issus du process (dénommées O1, O3, O4, O6 et O7 en référence au guide INERIS sur les plans de gestion de solvant).</p> <p>Il en ressort, en 2021, que le dit document est renseigné de manière partielle et erronée. En effet, les quantités correspondant à O1 et O3 sont inconnues. Par ailleurs, l'exploitant indique que la quantité O1 correspond aux solvants mesurés au niveau de l'incinérateur, ce qui est une erreur. En effet, le guide INERIS indique qu'O1 correspond aux rejets canalisés à l'atmosphère ; pour leur part les rejets canalisés abattus par un dispositif de traitement sont comptabilisés dans O5.</p> <p>En termes d'actions visant à réduire l'utilisation des solvants, l'inspection a été informée au cours de la visite que certaines des machines du process ont été remplacées dernièrement par une machine plus récente qui a la caractéristique d'accepter de travailler avec des substances aqueuses (sans solvant). L'exploitant dispose à ce jour de trois anciennes machines d'application et de traitement du PVC. Son projet est de les remplacer à l'horizon 2024-2025 par une machine sans solvants. A cette même échéance, le traitement des effluents de solvants sera assuré par un seul incinérateur.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a été destinataire d'un plan de diminution de solvants qui liste plusieurs actions sur la période 2023-2025 (passage au vernis aqueux, recyclage des plastifiants, changement de diverses machines).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Raccordement des points d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Tous les points d'émissions de solvants et plastifiants canalisés en toiture sans traitement et d'une teneur en C.O.V. supérieure à 20 mg/m³ ainsi que tous les points d'émissions diffuses dans les ateliers (préparation et application notamment) devront être raccordés à l'incinérateur avant le 30 octobre 2005. A cette même date, les rejets diffus devront être limités à 20 % des émissions totales de C.O.V.</p>
Constats : L'inspection a permis de constater que chaque point d'utilisation de solvant est équipé d'un dispositif d'aspiration relié à l'un des deux incinérateurs. <p>L'exploitant a transmis un calcul qui estime les rejets diffus à moins de 20 % des émissions totales de COV (19,8 %).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites en sorte de l'incinérateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les rejets en sortie de l'incinérateur de C.O.V. devront contenir moins de 20 mg/m3 de C.O.V. exprimé en carbone total. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) :</p> <ul style="list-style-type: none">• NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m3 ;• CH4 : 50 mg/m3 ;• CO : 100 mg/m3.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle APAVE du 04 février 2022. En sortie d'incinérateur, il en ressort que : <ul style="list-style-type: none">- la teneur en oxygène retenue est de 20,42 % (sur gaz secs) ;- les émissions de COV sont de 18,4 mg/Nm³ ;- les émissions de NOx sont de : 8,4 mg/Nm³ ;- les émissions de CH4 sont de 0,51 mg/Nm³ ;- les émissions de CO sont de 67,5 mg/Nm³. <p>Les VLE imposées sont donc respectées.</p> <p>NB : dans le rapport les Nm³ sont notés m₀³ (101,3 kPa et 273K)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Température d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'industriel suit en continu et enregistre la température à l'intérieur de la chambre de combustion de l'incinérateur. Ces enregistrements sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les enregistrements des relevés de température.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôle externe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les ans, l'exploitant devra faire réaliser une mesure de : <ul style="list-style-type: none">• C.O.V. en entrée et en sortie de l'incinérateur ainsi que sur les points canalisés mais non reliés à cet appareil• NOx, CH4 et CO en sortie de l'incinérateur. Il en déduira le rendement de l'incinérateur et les flux horaires de C.O.V. émis pour l'ensemble de l'établissement. Ce document sera transmis à l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant a présenté, lors de la visite d'inspection, le rapport annuel établi le 04 février 2021 par le bureau APAVE. Au sortir de cette visite, ce rapport a été transmis à l'inspection des installations classées. Les mesures attendues ont été faites (cf. constat lié à l'article 3 pour le résultat des mesures de concentration). Pour ce qui concerne le rendement de l'incinérateur, celui-ci se détermine au vu des flux de COV sortants/entrants. Le rapport précise les flux sortants mais n'indique pas les flux entrants. Le calcul du rendement de l'incinérateur n'est donc pas possible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois